



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
du 24 au 28 mars 2025

### **Le roi du Lesotho Letsie III et le ministre de l'Agriculture sud-africain Steenhuisen présents à Paris pour la troisième édition du Sommet Nutrition for Growth (N4G) (Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères)**

La France a accueilli le sommet N4G les 27 et 28 mars 2025, en présence du Président de la République Emmanuel Macron et sous l'égide du ministre délégué à la Francophonie et aux Partenariats internationaux Thani Mohamed-Soilihi. Ce sommet, organisé tous les 4 ans par le pays hôte des Jeux Olympiques et Paralympiques, fut l'occasion de faire avancer la lutte contre la malnutrition dans le monde dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations Unies. La malnutrition est la première cause de mortalité infantile dans le monde, causant directement ou indirectement 45 % des décès d'enfants de moins de cinq ans selon les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Ce sommet fut marqué par la présence de cent vingt-sept délégations, dont les gouvernements de 106 pays, ainsi que de nombreuses organisations internationales, organisations de la société civile, banques de développement, organisations philanthropiques et institutions de recherche et entreprises. L'Afrique du Sud était représenté par le ministre de l'Agriculture John Steenhuisen tandis que le Roi du Lesotho Sa Majesté Letsie III a été reçu par le président Macron dans le cadre du Sommet.

En tant que pays hôte, la France mène les efforts pour construire un engagement politique international fort sur ce dossier. Ainsi, une structure de gouvernance dynamique a été mise en place avec un noyau dur d'une trentaine de pays, ainsi que plus de 30 partenaires non gouvernementaux (secteur privé, organisations de la société civile, organisations philanthropiques, banques de développement, institutions de recherche, organisations internationales, etc.). Au total, les engagements financiers de la communauté internationale en faveur de la nutrition ont atteint 27,55 Mds USD lors du sommet dont 750 M USD de l'Agence Française de Développement d'ici 2030, battant le record du précédent sommet à Tokyo en 2021.

# Sommaire :

## Afrique du Sud

- Eskom annonce la mise en service d'une nouvelle unité de 800 MW de la centrale à charbon de Kusile ([MyBroadband](#))
- Le projet Gallicam de Sibanye-Stillwater en France labellisé projet stratégique par l'UE ([Miningmx](#))
- La ministre des transports Barbara Creecy lance la participation du secteur privé dans les projets de logistique ferroviaire et portuaire ([Gouvernement sud-africain](#))
- L'Afrique du Sud et la Banque Mondiale préparent un plan de 3 Mds USD pour les municipalités ([TechCentral](#))
- L'Afrique du Sud renforce son engagement dans l'énergie nucléaire ([Business Day](#))
- Menace sur l'industrie automobile sud-africaine face aux tarifs annoncés par Donald Trump ([IOL](#))
- L'indice de confiance des consommateurs a chuté de 6 à 20 points au cours du premier trimestre 2025 ([FNB/BER](#))
- L'économie a créé 12 000 emplois au quatrième trimestre 2024 ([StatsSA](#))

## Angola

- Les autorités ont augmenté de 50 % le prix du diesel à la pompe ([Novo Jornal](#))
- Pensana lève un financement de 268 M USD pour son projet d'extraction de terres rares ([Energy Capital Power](#))

## Malawi

- Écart de taux de change au Malawi : le taux sur le marché parallèle atteint 4 100 K/USD ([The Times Group](#))

## Mozambique

- S&P abaisse à SD la notation de crédit en monnaie locale du Mozambique et maintien stable sa notation en monnaie étrangère ([S&P](#))
- La banque centrale réduit le taux d'intérêt de la politique monétaire (MIMO) à 11,75 % (-50 pb) ([Banco de Moçambique](#))

## Namibie

- Formation du nouveau gouvernement namibien suite à l'inauguration de la Présidente Netumbo Nandi-Ndaitwah ([The Namibian](#))

## Zambie

- Croissance du PIB en Zambie à 8,6 % au T4 2024 ([Zamstats](#))
- Ralentissement de l'inflation en mars 2025 ([Zamstats](#))

# Afrique du Sud

## **Eskom annonce la mise en service d'une nouvelle unité de 800 MW de la centrale à charbon de Kusile (MyBroaband)**

Eskom, entreprise nationale d'électricité sud-africaine, a annoncé que l'unité 6 de la centrale de Kusile a été mise en service le dimanche 23 mars 2025. Cette nouvelle unité ajoutera 800 MW au réseau national, marquant une étape cruciale dans l'un des plus grands projets d'infrastructure du pays. Une fois pleinement opérationnelle, la centrale de Kusile contribuera à hauteur de 4 800 MW au réseau. La mise en service de l'unité 6 de Kusile est un jalon clé dans l'objectif stratégique d'Eskom d'ajouter 2 500 MW de nouvelle capacité au réseau d'ici mars 2025.

La construction de Kusile, débutée en 2008, devait être achevée en 2017, mais a été marquée par des retards dus à une mauvaise gestion, des conflits de travail, du vandalisme, de la corruption, impliquant un triplement des coûts par rapport au budget initial pour atteindre un total d'environ 8 Mds EUR. Les unités 2, 3, 4 et 5 ont été mises en service entre 2021 et 2023, mais ont également connu des problèmes techniques récurrents.

Eskom a également annoncé que l'unité 4 de la centrale de Medupi, projet-sœur de Kusile, sera remise en service d'ici la fin du mois prochain, ajoutant ainsi 800 MW supplémentaires au réseau. La nouvelle de l'achèvement imminent de Kusile et du retour de l'unité 4 de Medupi devrait soulager la pression sur les capacités de production d'Eskom, qui a dû mettre en place des mesures de délestage (*loadshedding*) à trois reprises en 2025.

Le 31 mars 2025, le ministre de l'environnement George a annoncé que six des centrales à charbon du pays (Lethabo, Kendal, Tutuka, Majuba, Matimba et Medupi) bénéficieront d'exemptions limitées des lois sur la qualité de l'air et des réglementations sur la réduction des émissions nocives, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2030. Deux autres centrales (Duvha et Matla)

seront exemptées jusqu'en 2034. Pour rappel, la ministre de l'environnement de l'époque, Barbara Creecy, avait déjà accédé en 2023 à la demande d'Eskom de suspendre les limites des normes minimales d'émissions (MES) dans cinq des centrales électriques à charbon les plus anciennes. La pollution atmosphérique liée à cette utilisation nuit gravement à la santé des Sud-Africains et causerait entre 30 000 et 45 000 décès par an selon les études.

Ces nouvelles illustrent la difficulté d'amorcer la transition énergétique de l'Afrique du Sud (le pays dépend à 83% du charbon). Le pays reste pourtant engagé dans la *Just Energy Transition Partnership* (JET-P), une initiative internationale d'aide au financement de cette transition, à laquelle la France contribue à hauteur de 1 Md EUR via des prêts de l'Agence Française de Développement (AFD).

## **Le projet Gallicam de Sibanye-Stillwater en France labellisé projet stratégique par l'UE (Miningmx)**

La Commission Européenne a désigné deux projets de Sibanye-Stillwater en Europe comme stratégiques dans le cadre de sa stratégie pour la sécurisation des approvisionnements en minerais critiques *Critical Raw Materials Act* (CRMA). Actuellement en phase de préfaisabilité, le projet GalliCam consiste à reconverter l'usine du groupe à Sandouville (Seine Maritime), pour transformer cette raffinerie de nickel en base de production de précurseur de cathodes de batteries (pCAM), produit à partir de nickel grâce au procédé d'hydrométallurgie. Ce projet a reçu une subvention de 144 M EUR de l'UE, sous réserve de confirmation de la décision d'investissement final.

Par ailleurs, le projet Keliber développé par Sibanye Stillwater en Finlande a également été distingué. Ce projet combine des capacités d'extraction et de transformation du lithium (hydroxyde) et devrait permettre une production annuelle de 15 000 tonnes d'ici 2043.

## **La ministre des transports Barbara Creecy lance la participation du secteur privé dans les projets de logistique ferroviaire et portuaire (Gouvernement sud-africain)**

Le 23 mars 2025, la ministre des Transports, Barbara Creecy, a lancé un appel à manifestations d'intérêt (RFI) pour encourager la participation du secteur privé dans les projets de logistique ferroviaire et portuaire en Afrique du Sud. La ministre Creecy a souligné que les infrastructures stratégiques resteront la propriété de l'État, tout en ouvrant la voie à une plus grande concurrence dans l'exploitation des infrastructures.

Le portail en ligne sera ouvert pendant huit semaines, du 24 mars au 9 mai 2025, permettant aux parties intéressées de contribuer à la formulation des initiatives futures. En mai 2025, le Département lancera la deuxième série de RFI, axée sur les projets de trains à passagers. Après la conclusion de la phase RFI, le processus d'appels d'offres formels (RFP) sera lancé par l'unité Partenariat Public-Privé (PPP) du Département des Transports en collaboration avec Transnet. Cette phase débutera fin août 2025.

Cette initiative marque une étape cruciale dans les efforts du gouvernement pour collaborer avec le secteur privé afin de moderniser et d'améliorer les infrastructures de transport du pays. En effet, les volumes de fret ferroviaire (44% des revenus du groupe Transnet- opérateur logistique national) se sont particulièrement dégradés (-34% entre 2018 et 2023) et restent nettement inférieurs à l'objectif qui avait été fixé sur l'exercice 2023/2024 (objectif initial de 184 M tonnes, revu ultérieurement à 154,4 M tonnes). L'indice de performance des ports à conteneurs de la Banque mondiale et de S&P Global pour 2023 a nommé Le Cap le port le moins performant et le moins compétitif au monde en 2023, sur 405 ports évalués, et celui de Durban 399<sup>ème</sup>.

## **L'Afrique du Sud et la Banque Mondiale préparent un plan de 3 Mds USD pour les municipalités (TechCentral)**

Le gouvernement sud-africain, avec le soutien de la Banque Mondiale, élabore un plan de 3 Mds USD pour inverser le déclin des services et des infrastructures dans les huit plus grandes municipalités du pays. Ce plan inclut un prêt de 1 Mds USD de la Banque Mondiale, couplé à 2 Mds USD de fonds gouvernementaux, venant eux-mêmes en partie des bailleurs internationaux, pour financer des subventions destinées aux municipalités. Les fonds fournis s'ajouteront aux environ 6 Mds USD provenant des revenus collectés par les zones métropolitaines et de leurs emprunts, portant le total du programme gouvernemental à 9 Mds USD.

Ces subventions visent à améliorer la performance financière et opérationnelle des trois principaux services publics commerciaux (eau/assainissement, distribution d'électricité et déchets) dans le cadre d'un nouveau programme gouvernemental (Metro Trading Services Program). Ce programme est basé sur des subventions de la part du Trésor National aux municipalités en fonction des résultats de ces dernières, les poussant ainsi à se réformer alors qu'elles souffrent de nombreux maux (inefficacité, insolvabilité, corruption, déclin des services...). Cette initiative représenterait un changement majeur par rapport au fonctionnement actuel où le gouvernement sud-africain alloue de l'argent aux municipalités pour les investissements en infrastructures sans mécanisme d'incitation.

## **L'Afrique du Sud renforce son engagement dans l'énergie nucléaire (Business Day)**

Le ministre de l'Énergie et de l'Électricité, Kgosisentsho Ramokgopa, a annoncé finaliser la nomination d'un panel d'experts internationaux indépendants pour conseiller le pays sur l'acquisition de nouvelles capacités de production nucléaire à l'occasion de la célébration du 60<sup>ème</sup> anniversaire de la mise en service du réacteur de recherche Safari 1 à Pelindaba, près de Pretoria. Ramokgopa a souligné que



ces experts n'auront aucun lien avec des entreprises du secteur nucléaire. Leur mission sera de déterminer le rythme et l'échelle appropriés pour l'acquisition de nouvelles capacités nucléaires, ce qui influencera la conception du plan de financement. Cette annonce devrait permettre de préparer un futur appel d'offres pour le développement d'un nouveau programme de centrales nucléaires.

Dans le domaine des applications de recherche, la décision de prolonger la durée de vie du réacteur Safari 1 et le développement d'un nouveau réacteur multifonctionnel (MPR) à Pelindaba témoignent également du caractère prioritaire accordé à la filière nucléaire. Le gouvernement a déjà approuvé 60 M EUR pour les travaux préparatoires du MPR, mais le ministre Ramokgopa a insisté sur la nécessité de fonds supplémentaires.

### **Menace sur l'industrie automobile sud-africaine face aux tarifs annoncés par Donald Trump (IOL)**

L'industrie automobile sud-africaine fait face à une pression accrue suite à l'annonce de Donald Trump d'imposer une taxe de 25 % sur les voitures importées aux États-Unis à partir du 2 avril. Cette décision remet en question les avantages commerciaux offerts par l'AGOA (*African Growth and Opportunity Act*), théoriquement en vigueur jusqu'au mois de septembre 2025 et qui permettait juste-là à l'Afrique du Sud d'exporter certains produits, dont les véhicules, vers les États-Unis sans droits de douanes. La *National Automobile Dealers' Association* (Nada) redoute les effets de cette mesure sur le marché automobile, qui représente le deuxième poste d'exportations sud-africaines vers les États-Unis.

### **L'indice de confiance des consommateurs a chuté de 6 à 20 points au cours du premier trimestre 2025 (FNB/BER)**

L'indice de confiance des consommateurs développé par la banque *FirstNational* et le *Bureau of Economic Research* (BER), compris entre -100 et +100, a atteint -20 au premier trimestre 2025, après -6 au trimestre

précédent. Il s'agit du niveau le plus bas depuis la fin du premier semestre 2024, ce qui reflète une détérioration inquiétante des perspectives de consommation, après une fin d'année 2024 relativement solide. Cette chute de la confiance des consommateurs peut être attribuée à l'incertitude liée à l'adoption du budget 2025/26. Le texte actuellement discuté au Parlement, dont l'adoption n'est pas acquise à ce stade, prévoit des hausses fiscales significatives, notamment concernant la TVA (passage de 15% à 16% étalé sur deux ans) et l'impôt sur le revenu. La détérioration des relations diplomatiques entre l'Afrique du Sud et les États-Unis, ainsi que les effets négatifs des guerres commerciales déclenchées par le président américain Donald Trump, contribuent également à cette forte baisse de la confiance.

### **L'économie a créé 12 000 emplois au quatrième trimestre 2024 (StatsSA)**

D'après la dernière publication de Stats SA, l'Afrique du Sud a enregistré 12 000 postes supplémentaires (+0,1%) au quatrième trimestre 2024, pour un total de 10,64 millions d'emplois. Cette hausse est principalement due à la performance des secteurs du commerce (+42 000 emplois, soit +1,8%), des services aux entreprises (+22 000, soit +0,9%) et des transports (+2 000, soit +0,4%). Certains secteurs ont en revanche connu des baisses notables, notamment les services communautaires, qui ont perdu 26 000 emplois (-0,9%), la fabrication et la construction, chacune avec 13 000 emplois supprimés (-1,0% et -2,1% respectivement), ainsi que l'exploitation minière, qui a réduit son nombre d'emplois de 3 000 (-0,6%). A noter que le salaire mensuel moyen dans le secteur formel non-agricole a diminué de 0,2% par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 28 231 ZAR (soit environ 1 479 EUR).

Sur l'ensemble de l'année, et malgré les gains enregistrés au quatrième trimestre, 91 000 postes ont été supprimés (-0,8%) en 2024, tandis que le salaire mensuel moyen a progressé de 5,3%, passant de 26 822 ZAR (environ 1 344 EUR à la fin de 2023) à 28 231 ZAR (environ 1 479 EUR à la fin de 2024).

## Angola

### **Les autorités ont augmenté de 50 % le prix du diesel à la pompe (Novo Jornal)**

Dans le cadre du plan de réorientation des fonds publics incité par le Fonds monétaire international, les autorités ont fait passer, dans toutes les stations-services du pays, le prix du litre de diesel de 200 à 300 kwanzas (environ 0,33 USD). Cette mesure entrée en vigueur le 24 mars s'inscrit dans le cadre de la stratégie du gouvernement visant à supprimer progressivement les subventions aux carburants et intervient maintenant car l'Angola négocie avec la Banque Mondiale le versement d'un 3ème prêt budgétaire de 500 MUSD.

### **Pensana lève un financement de 268 M USD pour son projet d'extraction de terres rares (Energy Capital Power)**

La société minière britannique Pensana a obtenu un financement de 268 MUSD pour son projet de terres rares à Longonjo (province de Huambo). Le financement provient d'un prêt syndiqué de 160 MUSD soutenue pour moitié par la Société financière africaine (AFC) et par Absa Bank pour l'autre moitié. Les 108 M USD restants proviennent du Fonds souverain angolais. Pensana utilisera la totalité de ce financement pour couvrir la première phase de son projet.

## Malawi

### **Écart de taux de change au Malawi : le taux sur le marché parallèle atteint 4 100 K/USD (The Times Group)**

L'écart entre le taux de change officiel et celui du marché parallèle au Malawi s'est considérablement creusé, le dollar américain atteignant 4100 MWK sur le marché noir, contre un taux officiel stable à 1750 MWK. Cet écart, en augmentation de 36,7 % par rapport au début du mois de mars, illustre la pénurie persistante de devises étrangères dans le pays, malgré les mesures prises par la Reserve Bank of Malawi (RBM). Pour mémoire, cette divergence reflète les lois de l'offre et de la demande,

le taux officiel étant insuffisant pour répondre aux besoins du marché.

## Mozambique

### **S&P abaisse à SD la notation de crédit en monnaie locale du Mozambique et maintient stable sa notation en monnaie étrangère (S&P)**

Le 21 mars 2025, S&P Global Ratings a abaissé la notation de crédit souverain à long terme en monnaie locale (Metical – MZN) de 'CCC' à 'SD'. En même temps, l'agence a confirmé la notation de crédit souverain à long terme de la monnaie étrangère à 'CCC+'.

Cette révision à la baisse de la notation intervient alors que le Mozambique a proposé aux détenteurs d'obligations arrivant à échéance en mars (3,7 Mds de MZN, soit 54 M USD ; obligations à quatre ans ; coupon annuel à 16,43 %) de les convertir en nouvelles obligations à cinq ans avec un taux d'intérêt à 14,25 %. C'est la seconde fois en quelques mois que le Mozambique a recours à ce type d'échange de dette après celui d'octobre 2024, qui avait conduit à échanger 5,7 Mds MZN (89 M USD) d'obligations à quatre ans arrivant à échéance en octobre 2024 contre des obligations à cinq ans arrivant à échéance en octobre 2029.

S&P considère l'échange de dette de manière équivalente à un défaut. Selon l'agence de notation, le recours continu et planifié à des échanges de dette à des taux aussi bas est un indicateur de limitation de capacité de l'Etat mozambicain à gérer les échéances de dette importantes à venir dans un contexte de liquidité tendue, le secteur financier local étant par ailleurs déjà fortement exposé à l'État, avec plus de 20 % des actifs totaux du système bancaire en titres publics.

Concernant la notation de crédit en monnaie étrangère, S&P la maintient stable, les remboursements de la dette en monnaie étrangère sur les obligations commerciales restant modestes, mais avec une perspective négative en raison des pressions de financement continues et des retards potentiels dans les projets gaziers et l'aide étrangère, ainsi que des incertitudes macroéconomiques plus larges liées à un environnement politique fragile.

## **La banque centrale réduit le taux d'intérêt de la politique monétaire (MIMO) à 11,75 % (-50 pb) (Banco de Mocambique)**

Lors de sa réunion du 26 mars dernier, le CPMO a décidé de réduire le taux MIMO de 50 pb, en maintenant inchangés les autres taux.

La Banque du Mozambique a décidé de réduire le taux MIMO de 12,25 % à 11,75 %, justifiant cette décision par le maintien des perspectives d'inflation à un chiffre à moyen terme. Entre janvier et février 2025, l'inflation est restée stable, autour de 4,7 %, et devrait continuer à être stable et à un chiffre grâce à la stabilité du metical et à l'impact des mesures prises par l'autorité monétaire. Il s'agit de la 7<sup>ème</sup> réduction consécutive du taux par la banque centrale, entamée en janvier 2024, bien que, en raison de l'augmentation récente de l'inflation, les deux dernières aient été plus prudentes, de 50 pb (contre 75 pb pour les précédentes).

Cette réduction va au-delà des prévisions qui tablaient sur 12% et laisse envisager une poursuite graduelle de l'assouplissement monétaire avec une perspective à un seul digit en fin d'année.

## **Namibie**

### **Formation du nouveau gouvernement namibien suite à l'inauguration de la Présidente Netumbo Nandi-Ndaitwah (The Namibian)**

Le 22 mars 2025, la nouvelle présidente namibienne Netumbo Nandi-Ndaitwah a prononcé un discours à la State House de Windhoek, marquant son premier engagement officiel depuis sa prestation de serment en tant que cinquième chef d'Etat de la République de Namibie. Elle y a notamment annoncé une réorganisation majeure des ministères et agences gouvernementales à l'occasion de la formation de son nouveau gouvernement.

Parmi les changements clés, le mandat commercial a été transféré au Ministère des Relations Internationales et de la Coopération avec à sa tête Selma Ashipala-Musavyi pour promouvoir l'intégration économique régionale et exploiter les

opportunités de la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA). Les allocations sociales relèveront désormais du Ministère des Finances et des Entreprises Publiques de la ministre Ericah Shafudah. Les ressources halieutiques et marines ont été intégrées au Ministère de l'Agriculture, de l'Eau et de la Réforme Agricole sous la direction d'Albert Hengari.

L'enseignement supérieur et l'innovation seront gérés par le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse, du Sport, des Arts et de la Culture de Sanet Steenkamp. L'industrialisation relèvera du Ministère des Mines et de l'Énergie dirigé par Natangwe Ithete. Une nouvelle entité publique sera créée pour gérer les propriétés immobilières du gouvernement, et la gestion des industries émergentes du pétrole et du gaz relèvera du bureau de la Présidente.

## **Zambie**

### **Croissance du PIB en Zambie à 8,6 % au T4 2024 (ZamStats)**

Selon l'Institut national des statistiques zambiennes (Zamstats), le PIB de la Zambie a progressé de 8,6 % au quatrième trimestre par rapport à la même période de l'année précédente. La croissance a été principalement portée par la performance des secteurs suivants : l'information et la communication (+27,4 %, contribuant à la croissance totale à hauteur de +3,9 points), l'exploitation minière et l'extraction de carrières (+26,8 %, soit une contribution de +2,1 points) et l'agriculture, la sylviculture et la pêche (+27,6 %, soit une contribution de +1,1 point). A l'inverse, l'approvisionnement en électricité (-50,9 %, soit une contribution négative de -0,9 point) et les activités administratives et de services de soutien (-16,2 %, soit une contribution négative de -0,1 %) ont eu un impact négatif sur cette croissance.

Sur l'ensemble de l'année 2024, la croissance du PIB a atteint 4 % en glissement annuel, marquant une diminution par rapport à la croissance de 5,4 % observée en 2023. Cependant, elle devrait rester soutenue en 2025, portée par un rebond partiel de l'agriculture et de la production d'électricité, une reprise de

l'activité dans le commerce de gros et de détail, ainsi qu'une expansion accélérée de la production minière.

## **Ralentissement de l'inflation en mars 2025 (ZamStats)**

L'inflation en Zambie a légèrement ralenti en mars 2025, s'établissant à 16,5 % en glissement annuel, contre 16,8 % en février. Il s'agit du premier ralentissement de la hausse des prix depuis juin 2023. Il résulte exclusivement de la modération de l'inflation des prix alimentaires (18,9% en g.a, contre 20,6% en g.a au mois de février), due à des conditions météorologiques favorables, en particulier pour les légumes, le pain et les céréales. L'inflation des produits non alimentaires a en revanche augmenté, passant de 11,7 % à 13,2 %. Il convient de noter que les bonnes pluies depuis mi-décembre devraient améliorer les conditions de culture, offrant ainsi des perspectives optimistes pour une réduction des pressions sur les prix alimentaires dans les mois à venir.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

[jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)